

# LE COURRIER CATALAN

GAZETTE D'INFORMATION BI-MENSUELLE

Rédaction et Administration : 71, Rue de Rennes, Paris (VI<sup>e</sup>)

Abonnement Annuel : France : 35 fr. — Etranger : 50 fr.

4<sup>e</sup> ANNÉE | N° 71-72 |

1<sup>er</sup> MAI 1927

## PETITES & GRANDES NOUVELLES

**LA TENTATIVE DE SÉDITION DU 24 JUILLET.** — Les débats du procès auquel a donné lieu la tentative de sédition du 24 juillet 1926 se sont déroulés à Madrid sous la férule des dictateurs. On a naturellement acquitté le général Weyler, que les membres du gouvernement ont voulu épargner, à cause de son grand âge. Mais les autres généraux et officiers ont été condamnés. Le général Aguilera, ancien président de la Haute Cour de guerre et de marine, a été mis à la retraite et d'autres condamnés ont été rayés des cadres de l'armée.

**CONTRE LA PRESSE.** — Un journal aussi dévoué à la cause du dictateur que la Vanguardia a été suspendu pendant trois jours pour avoir inséré une information qui n'avait pas été préalablement censurée. M. Domenech Farell i Valls, rédacteur au Correo Catalan, a été exilé dans un village de la haute montagne.

**ENTRE COULISSES.** — Nous apprenons, de source sûre et confidentielle, que le Directoire vient de tenter, une fois de plus, de suborner un quotidien parisien. Furieux du retentissement qu'a eu dans la presse mondiale le procès de M. Macià, du rayonnement que cette affaire a donné à la Catalogne et de la honte dont elle l'a couvert lui-même, le Directoire a voulu se faire encenser par un journal français, et dans ce but, il a pressenti un professeur agrégé d'un lycée de Paris, qui devait se rendre en Espagne, interviewer le roi, Primo, Anido, etc., et publier ensuite une série d'articles à l'éloge de la dictature. Mais, comme on prétendait lui imposer à l'avance la teneur du dihyrambe, le professeur, froissé dans son amour-propre, s'est refusé à déclarer qu'il ne se vendait pas pour n'importe quel pesetas.

**AU MAROC.** — Les affaires au Maroc ne marchent pas comme le Directoire le voudrait. Après avoir annoncé des opérations « de police » importantes, le commandement espagnol s'est laissé surprendre par les rebelles et Primo en personne a dû se rendre sur place pour constater l'étendue de la révolte. La guerre reprend de plus belle et l'on fait des embarquements de troupes en toute hâte. Pendant ce temps, les Espagnols subissent de nouveaux échecs. Le Morning Post rapportait ces jours-ci qu'un groupe de cinquante soldats espagnols était tombé dans une embuscade, près de Souk-el-Arba, et qu'il aurait été finalement anéanti. On s'attend à de nouveaux désastres.

**LA DETTE ESPAGNOLE.** — D'après certaines déclarations faites à la presse anglaise par l'ancien ministre espagnol Miguel Villanueva, « avec la dernière émission d'amortissables à 5 % libres d'impôts, la dette du Trésor au 5 % a augmenté de plus de mille cinq cents millions de pesetas. Avec les trois années de dictature, la dette espagnole s'est élevée à dix-sept mille millions. »

**LE CONSTITUTIONNALISME DU ROI.** — Comme le remarque la nouvelle revue des exilés espagnols, « Hojas Libres », Alphonse XIII, qui a fait faire une nouvelle frappe de monnaies divisionnaires, a fait effacer les mots « roi constitutionnel » qui y étaient gravés. S'il a fait cela, ce n'est certes pas parce qu'il rougit de se dire « constitutionnel » sous une dictature, mais parce qu'il entend ne tenir plus jamais compte de la Constitution qu'il a bafouée et reniée.

**AU CONGRÈS D'ÉTUDES BYZANTINES.** — Du 11 au 16 avril, un Congrès d'études byzantines s'est réuni à Belgrade. Deux savants catalans ont participé à ces travaux : MM. Puig i Cadafalch et Nicolau d'Oliver, de l'Institut des Etudes Catalanes, de Barcelone. M. Puig i Cadafalch y a présenté une communication sur l'influence byzantine dans l'architecture romane catalane ; M. Nicolau d'Oliver a traité des données d'histoire byzantine contenues dans le « Romanç » de Francesc Ferrer.

**FESTIVAL FRANCO-CATALAN.** — Le samedi 7 mai, à 20 h. 45, à la Salle de l'Ancien Conservatoire, 2 bis, rue du Conservatoire, le Chœur Mixte de Paris que dirige M. Marc de Ranse, donnera, avec le concours du grand pianiste catalan Ricard Vinyes, de M<sup>me</sup> Doniau-Blanc et de M. Ieo, un concert de musique française et catalane. Le Chœur Mixte de Paris chantera pour la première fois cinq chansons populaires catalanes du répertoire de l'Orfeo Català. M. Vinyes jouera des œuvres de compositeurs français et catalans. M. de Ranse dirigera la première audition d'une Symphonie Vocale sur des chansons de France dont on a les meilleures nouvelles. Parmi les auteurs catalans vivants que l'on entendra à la Salle de l'Ancien Conservatoire, il est à signaler Millet, Morera, Gibert, Romeu, Marraco, Grau, Mompou, Martí et Blancafort.

## LES ACADÉMICIENS RÉGIONAUX

La presse de la Péninsule s'est occupée avec une certaine vivacité de ce qu'on pourrait nommer l'affaire des académiciens régionaux. On se rappellera que le gouvernement Primo de Rivera, usant de ses facultés toutes-puissantes, a décrété que dorénavant des académiciens qu'on appellerait régionaux formeraient partie de la Royale Académie Espagnole. La Catalogne doit y figurer avec deux académiciens, Valence et Majorque avec un respectivement. Les pays de langue catalane seront ainsi représentés, au sein de l'Académie, par quatre membres.

Y seront-ils vraiment représentés ? A vrai dire, nous ne croyons pas que l'intention de Primo de Rivera en dictant son Décret Royal ait été d'accorder à la Catalogne une représentation authentique dans l'Académie Espagnole. Nous ne croyons pas non plus que la Catalogne ait aucun intérêt à y être authentiquement représentée. Or, depuis que M. Eugeni Ors a été élu pour occuper un siège d'académicien régional, on peut dire que les vœux des deux côtés ont été exaucés : à l'Académie espagnole, comme représentant de la littérature catalane, il y aura un homme qui, depuis des années, n'écrit plus en catalan, et qui a renié son passé et sa patrie.

L'élection de M. Ors est un avertissement pour ceux qui, en Catalogne, commencent à se faire trop d'illusions en ce qui concerne l'esprit des intellectuels espagnols envers les aspirations catalanes. Qu'on ne se trompe pas : le fait qu'un groupe d'intellectuels espagnols regarde avec sympathie le mouvement intellectuel catalan, ne veut pas dire que nous assistions à une transformation de l'attitude de l'Espagne vis-à-vis du mouvement catalaniste. D'abord parce que ce groupe d'intellectuels espagnols a existé toujours. Ensuite, parce que sa voix sera étouffée dans cette grave question, comme la voix de Pi i Margall le fut dans la question cubaine. La grande majorité des Espagnols se laissera toujours guider plus facilement par les inspirations du journal A B C que par celles de El Sol. Et la raison en est simple : la mentalité espagnole a trouvé dans A B C, avec ses attaques contre tout ce qui signifie richesse spirituelle et matérielle de la Catalogne, son expression la plus fidèle.

Il nous semble que, dans le procès de l'affaire des académiciens régionaux, il y a eu une erreur de perspective. En Catalogne, on avait espéré que les membres de l'Académie Espagnole prendraient devant l'intrusion du gouvernement dans le régime intérieur de la compagnie

une attitude plus digne : c'est-à-dire qu'ils se seraient refusés à donner suite aux nouveautés que Primo de Rivera voulait imposer à leur corporation. On le croyait d'autant plus que certains académiciens ne se cachaient pas de dire que si la crainte de blesser les sentiments des Catalans ne les poussait à agir autrement, ils n'hésiteraient pas à boycotter les ordres du dictateur. C'est pour effacer cette crainte que, dans la note publiée sur cette affaire par les journaux catalans, *La Veu de Catalunya* et *La Publicitat*, on proclamait que la Catalogne ne se sentirait nullement blessée par l'abstention de l'Académie. « Que chacun suive le chemin de la dignité », était le conseil fraternel. Espérait-on, peut-être, des membres de l'Académie Espagnole, une attitude rebelle devant les ordres du dictateur ? Voilà l'erreur de perspective à laquelle nous avons fait allusion. L'Académie Espagnole s'est pliée à la volonté de Primo de Rivera comme avant la « Junta de Ampliación de Estudios » ; le Barreau de Madrid et tant d'autres corporations espagnoles.

Nous aimerions mieux ne pas parler de l'attitude de M. Rubió i Lluch, aujourd'hui académicien élu, et de l'attitude de M. Manuel de Montoliu, qui a été battu dans l'élection par M. Ors. Mais nous avons le devoir d'en parler.

Nous devons dire que si la création des nouveaux fauteuils s'était produite dans d'autres circonstances, si elle avait été un gage de paix et de compréhension donné à la Catalogne par un gouvernement poursuivant une politique sincère de rapprochement et d'entente, nous ne saurions pas blâmer M. Rubió i Lluch ni M. de Montoliu pour leur empressement à accepter d'être candidats. Mais ces sièges ont été créés par un gouvernement qui a persécuté avec acharnement toutes les manifestations de l'âme catalane, qui a chassé cette langue, qu'ils prétendent représenter au sein de l'Académie, de partout où il a pu la chasser, et qui, même dans le décret royal où il feignait de l'honorer, il était sans réserves l'espoir de voir régner exclusivement l'espagnol dans les corporations publiques catalanes, dans les écoles et même dans les églises.

Tous les bons Catalans ont vu, par contre, avec satisfaction la digne attitude du grand philologue M. Pompeu Fabra, qui a su répondre avec un refus poli aux offres que de nombreux académiciens lui ont faites de poser sa candidature.

## LETTRE DE BARCELONE

Une remarquable conférence de M. P. Corominas. — La décadence de la banque catalane. — Inflation et déflation de ces derniers temps. — La Banque d'Espagne refuse à la Catalogne toutes sortes de crédits. — La « brillante » misère de l'économie espagnole.

Barcelone, avril.

M. Pierre Corominas vient de révéler, au cours d'une très remarquable conférence donnée à Barcelone au « Foment del Treball Nacional » l'état actuel de l'économie catalane. Au moment où il se fait sentir chez nous une crise économique des plus fortes, puisque le 60 % des ouvriers sont forcés au chômage, les précisions de M. Corominas éclairent d'un jour saisissant les données du problème économique qui se pose en Catalogne.

Nous sommes d'autant plus obligés d'exposer à nos lecteurs la synthèse des révélations faites par l'illustre économiste, que la censure a empêché les journaux de Barcelone de donner l'exact compte rendu de sa conférence. C'est la censure également qui empêche les journaux de faire savoir à leurs lecteurs que les usines qui n'ont pas congédié leurs ouvriers ne travaillent que trois ou quatre jours par semaine et que les salaires ont baissé verticalement.

Après quelques prodromes sur les doctrines financières ayant prévalu en Catalogne depuis une cinquantaine d'années, M. Corominas affirme que la banque catalane n'est pas précisément en crise, mais en décadence. Les derniers krachs qui se sont produits ici (Banque de Barcelone et Banque de Terrassa) sont, non pas l'origine, mais la conséquence de cette décadence. Il y a quarante ans, notre Banque avait l'hégémonie en crédit et représentait une puissance économique non surpassée en Espagne. La Bourse de Barcelone dominait complètement le marché des dettes intérieure et extérieure. Les emprunts d'Etat ne se lançaient qu'à Barcelone ou sous la direction des banquiers catalans. Les processus des capitalisations étaient dirigés ou gouvernés par les banquiers catalans.

Mais ceux-ci sont tombés de cette hégémonie à un

état de servitude. Aujourd'hui, les grandes opérations de l'Etat se font sans leur intervention. Avec le nouveau régime des chemins de fer, ils sont sur le point de perdre le contrôle qu'ils ont encore sur eux. Quant aux comptes courants, ils sont de plus en plus réduits. Une banque privée quelconque de Madrid a plus de comptes courants que toute la banque catalane. A Barcelone même, l'escompte des traites est fait, pour la plus grande partie, par des banques étrangères. Aussi la banque catalane n'est plus apte à financer des grandes affaires ; elle n'est plus une grande banque commerciale ; elle est purement et simplement une triste banque à valeurs.

Cet état précaire de la banque catalane est dû à la guerre sourde et persistante que lui a faite la Banque d'Espagne, surtout depuis que celle-ci possède le privilège de l'émission fiduciaire à laquelle avaient maladroitemment renoncé les banquiers catalans.

M. Corominas trace ensuite un tableau de la circulation fiduciaire depuis 1913. Ce fut à cette date que le Trésor liquida, pour la première fois avec un déficit qui, plus ou moins grand, a été maintenu. En 1913, la circulation fiduciaire représentait 1.862 millions de pesetas. Cette circulation n'avait augmenté, depuis 1901, que de 225 millions.

Mais en 1921, la circulation s'était élevée à 4 milliards 325 millions, ce qui représentait en huit années, 2.464 millions, soit 308 millions par an. En même temps le compte courant (fonds de chèques) de la banque d'émission passait de 392 à 1.320 millions, c'est-à-dire qu'il augmentait de 928 millions. Donc, les billets publics et les billets privés avaient augmenté de 3.400 millions en chiffres ronds. C'était l'inflation.

En même temps, l'Etat avait mis en circulation 2.577 millions en obligations du Trésor. Aussi la Ban-

que d'Espagne était forcée d'émettre des billets pour financer les opérations de l'Etat et d'acheter de l'or pour garantir cette augmentation de la circulation (1.920 millions en dix ans).

Résumons : augmentation des billets : 3.400 millions ; crédit à l'Etat et achat d'or, 4.500 millions. Jusqu'à ce moment-là, l'économie privée s'était assez bien défendue. Les bénéfices de la guerre mondiale avaient permis au pays d'absorber les 1.100 millions qui restaient en huit années de prospérité industrielle et mercantile.

Mais depuis lors a commencé une violente déflation qui endommage le commerce et l'industrie. En cinq années, l'Etat lança en circulation 2 milliards d'obligations du Trésor. Ne pouvant acheter de l'or pour augmenter la circulation fiduciaire, la Banque d'Espagne qui finançait ces opérations, n'émettait plus de billets. Aujourd'hui, il y a 70 millions de billets en moins qu'en 1921. D'où sont donc sortis ces 2 milliards en cinq années, si ce n'est de l'économie privée ? On a saigné les comptes courants ; on a réduit les crédits, le commerce et l'industrie ont été étranglés pour enrichir le Trésor.

La conversion des obligations du Trésor ne modifie pas la situation. La pignoration des titres de la dette amortissable par la Banque d'Espagne au 90 % de leur valeur nominale signifie que la banque d'émission finance la dette consolidée, comme elle a négocié avant la dette flottante. Cette opération libère le Trésor ; mais l'économie publique ne peut être libérée que si l'Etat s'abstient d'absorber toute l'épargne privée et de provoquer de nouvelles inflations, ce qui serait plus aisé à l'heure actuelle puisque l'or est meilleur marché.

La baisse du prix de l'or, que M. Corominas prévoyait déjà dans une conférence qu'il donna voici plus d'une année, est sur le point de faire monter la peseta à sa valeur nominale en or. L'aspect brouillé des rapports internationaux et les énormes dépenses que cet état d'alarme produit, favorisent l'économie espagnole, qui se trouve ainsi à l'abri de certaines fluctuations. Les étrangers achètent des pesetas, attirés par le fort intérêt de l'argent espagnol. Mais cette hausse de la peseta rend plus élevés qu'ils ne l'étaient auparavant les prix en or des produits espagnols.

Le formidable courant de l'épargne catalane ne pourrait donc s'orienter que vers le commerce et l'industrie, par l'intermédiaire d'une forte banque commerciale. Et voici le résultat funeste de la décadence bancaire catalane. M. Corominas ne craint pas de blesser l'amour-propre de ses compatriotes, si cela est nécessaire, et il se demande s'il est permis de fermer les yeux devant le désastre qu'il est obligé de constater.

Ce désastre est le suivant. Pendant que le commerce et l'industrie de Catalogne dépérissent par le manque de numéraire, la banque catalane doit exporter l'épargne du pays, la plaçant sur des valeurs étrangères. Et cela, parce que la banque catalane s'est laissée prendre l'hégémonie dans l'escompte mercantile.

De la sorte, lorsque la Banque d'Espagne envoie 356 millions à sa succursale de Bilbao, elle retire 628 millions de sa succursale de Barcelone. Il serait lâche de voir le mal et de se taire ; le mal, c'est que ces 984 millions pourraient être affectés aux industries catalanes si la banque catalane avait été organisée comme il le fallait.

Les effets de la récente déflation ont été fatals pour l'économie privée. Deux chiffres synthétisent la situation : dans le dernier bilan de la Banque d'Espagne, lorsque l'escompte commercial n'atteignait pas les 600 millions de pesetas, les comptes de crédits sur garantie de valeurs de l'Etat avaient absorbé 1 milliard 513 millions pouvant encore disposer d'autres 870 millions.

La déflation en Espagne se produit sans que les prix aient baissé. Le compte courant est maigre, l'intérêt de l'argent est élevé et l'escompte est insignifiant. L'industrie et le commerce sont dans un état que M. Corominas appelle *embarrassé*. Il n'y a pas de numéraire disponible et, s'il y en a, on l'emploie à l'achat de valeurs. La machine de l'économie catalane est rouillée ; faute de graisse, les roues ne tournent plus. Aussi les faibles tombent, les forts s'affaiblissent et une grande partie de l'outillage industriel catalan se paralyse sous des stocks de marchandises que personne n'achète.

Cependant, la peseta monte ! La situation du Trésor public s'améliore. En Bourse, l'argent court et toutes les valeurs sont prises. Les capitaux étrangers débordent sur l'Espagne. Mais l'état de l'économie espagnole peut être résumé en trois mots : *Une brillante misère*.

X.

## « Hojas libres »

Sous ce titre, *Feuilles libres*, M. Eduardo Ortega y Gasset publie, à Hendaye, une revue mensuelle qui a déjà provoqué une note officieuse du chef du Directoire. Nous sommes heureux d'adresser à cette vaillante revue nos salutations empressées. Au seuil du premier numéro, *Hojas libres* écrit :

Nous nous proposons, dans ces pages, d'user d'un droit fondamental : celui d'examiner les problèmes de notre pays. C'est là un devoir qui ressort des inquiétudes les plus nobles et des préoccupations les plus profondes et qui devient de plus en plus pressant. Nous, les Espagnols, nous nous trouvons isolés de notre patrie Et non seule-